

ACTION URGENTE

DES PRISONNIERS D'OPINION LIBÉRÉS À CUBA

Cinq dissidents incarcérés, qu'Amnesty International considérait comme des prisonniers d'opinion en 2013, ont été libérés les 7 et 8 janvier. Trois d'entre eux ont bénéficié d'une libération conditionnelle.

Le 7 janvier, les frères jumeaux **Vianco Vargas Martín** et **Django Vargas Martín** ont été libérés de la prison de Mar Verde, dans la province de Santiago de Cuba, dans l'est de Cuba. Le 8 janvier, leur frère aîné **Alexeis Vargas Martín** a été libéré de la prison d'Aguadores, dans la même province. Les trois frères avaient été arrêtés en décembre 2012 et condamnés en juin 2014 respectivement à deux ans et demi (pour les jumeaux) et quatre ans de prison, pour « troubles à l'ordre public ».

Aux termes de leur libération, qui est conditionnelle, ils doivent se présenter régulièrement aux autorités locales et ne sont pas autorisés à quitter leur province. Amnesty International estime que les trois frères n'auraient jamais dû être arrêtés et demande aux autorités de lever sans délai ces restrictions.

Le 8 janvier, les prisonniers d'opinion **Iván Fernández Depestre** et **Emilio Planas Robert** ont été semble-t-il libérés sans restriction. Iván Fernández Depestre était détenu à la prison de Guamajal, à Santa Clara, depuis juillet 2013, et Emilio Planas Robert, à la prison provinciale de Guantánamo depuis septembre 2012. Iván Fernández Depestre avait été condamné en août 2013 à trois ans de prison pour « dangerosité », et Emilio Planas Robert à trois ans et demi de prison en octobre 2012 pour la même accusation.

La libération de ces cinq hommes s'inscrirait dans le cadre d'une vague de libérations concernant plus de 50 prisonniers politiques prévue dans l'accord récemment annoncé entre les gouvernements américain et cubain en vue de « normaliser » leurs relations. Depuis le 7 janvier, les militants cubains ont signalé la libération de dizaines de dissidents emprisonnés.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS en espagnol, en anglais ou dans votre propre langue :

- saluez la libération des prisonniers d'opinion à Cuba ;
- exhortez les autorités cubaines à lever immédiatement et sans condition les restrictions imposées à la liberté de Bianco Vargas Martín, Django Vargas Martín et Alexeis Vargas Martín ;
- demandez au gouvernement cubain de poursuivre sur la voie de ces libérations, en adoptant les réformes civiles et politiques nécessaires afin de supprimer toutes les restrictions à l'exercice pacifique des libertés d'expression, d'association et de réunion.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 20 FEVRIER 2015 À :

Chef de l'État et du gouvernement

Raúl Castro Ruz

Presidente de la República de Cuba

La Habana, Cuba

Fax : +41 22 758 9431 (bureau de Cuba à Genève) ; +1 212 779 1697 (via la mission de Cuba auprès de l'ONU)

Courriel : cuba@un.int (via la mission de Cuba auprès de l'ONU)

Formule d'appel : *Your Excellency,*

Monsieur le Président,

Procureur général

Dr. Darío Delgado Cura

Fiscal General de la República Selatan,

Fiscalía General de la República

Amistad 552, e/Monte y Estrella

Centro Habana, La Habana, Cuba

Formule d'appel : *Dear Attorney*

***General,* Monsieur le Procureur général,**

Copies à :

Ministre de l'Intérieur

General Abelardo Colomé Ibarra

Ministro del Interior y Prisiones

Ministerio del Interior

Plaza de la Revolución

La Habana, Cuba

Fax : +1 212 779 1697 (via la mission de Cuba auprès de l'ONU)

Courriel : correominint@mn.mn.co.cu

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, adresse électronique, formule de politesse

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la troisième mise à jour de

l'AU 201/13. Pour en savoir plus : www.amnesty.org/fr/library/info/AMR25/003/2014/fr

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES PRISONNIERS D'OPINION LIBÉRÉS À CUBA

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Alexeis Vargas Martín, 22 ans, et ses frères jumeaux de 17 ans, Vianco Vargas Martín et Django Vargas Martín, avaient été arrêtés et inculpés par la police pour avoir utilisé « la violence ou l'intimidation » contre un agent de l'État (*atentado*). Les trois frères, qui vivent dans le quartier de Veguita de Galo, dans la ville de Santiago de Cuba, sont tous membres de l'Union patriotique de Cuba (UNPACU).

Dans l'après-midi du 27 novembre 2012, Alexeis Vargas Martín est rentré chez lui alors qu'une manifestation approuvée par le gouvernement s'y déroulait. Des partisans du gouvernement encerclaient la maison, où s'étaient réunies sa mère Miraida Martín Calderín et d'autres membres du groupe de protestation *Les Dames en blanc*. Alexeis Vargas Martín s'est vu empêcher d'entrer et a été appréhendé par des policiers et des agents du département de la sûreté de l'État. Le 2 décembre dernier, Vianco et Django Vargas Martín, alors âgés de seulement 16 ans, ont été arrêtés lorsqu'ils sont allés manifester avec des amis devant le poste de police Micro 9, à Santiago de Cuba, pour protester contre la détention de leur frère. Ils ont été arrêtés et inculpés par la police d'avoir utilisé « la violence ou l'intimidation » contre un agent de l'État.

Les frères ont finalement été jugés le 13 juin 2014 par le tribunal de la province de Santiago de Cuba, pour trouble à l'ordre public de nature permanente. Le 5 novembre 2014, leur mère Miraida Martín Calderín a enfin reçu chez elle des documents concernant la condamnation de ses trois fils. Alexeis Vargas Martín a été condamné à quatre ans de prison, et Vianco et Django Vargas Martín à deux ans et demi.

Le 30 juillet 2013, Iván Fernández Depestre, qui est membre d'organisations dissidentes, et cinq autres militants ont manifesté pacifiquement à Placetas, dans la province centrale de Villa Clara pour commémorer l'anniversaire de la mort du héros national cubain Frank País. Ils ont été arrêtés par des agents du département de la sûreté de l'État. Tous ont ensuite été relâchés, à l'exception d'Iván Fernández Depestre, qui a été inculpé de « dangerosité », mesure préventive utilisée contre des personnes présentant une « inclination particulière à commettre des infractions ». Au titre de cette disposition, des comportements tels que l'alcoolisme, la toxicomanie et les « conduites antisociales » sont érigés en infractions, et servent souvent de prétexte pour incarcérer des dissidents politiques, des journalistes indépendants et des détracteurs du régime.

Un procès sommaire s'est déroulé le 2 août devant le tribunal municipal de Placetas, dans la province de Villa Clara. Iván Fernández Depestre a été condamné à trois ans de prison. Selon les informations reçues par Amnesty International, il n'a pas été assisté d'un avocat durant son procès.

Emilio Planas Robert a été interpellé dans la ville de Guantánamo, dans la province de Guantánamo, le 23 septembre 2012 par des policiers cubains et des agents de la Sûreté de l'État. Ce membre de l'Union patriotique de Cuba (UNPACU) a été inculpé de « dangerosité ». Emilio Planas Robert a été condamné à trois ans et demi de prison à l'issue d'un procès sommaire le 5 octobre 2012.

Les autorités l'avaient accusé d'avoir placardé dans la ville de Guantánamo des affiches portant des slogans « hostiles au gouvernement », comme « À bas Fidel ! » et « À bas la faim ! ». Selon leurs familles, aucun élément incriminant n'a été découvert à leurs domiciles ni présenté à leurs procès.

L'article 72 du Code pénal cubain dispose : « La dangerosité d'une personne est sa propension particulière à commettre des infractions, qui se traduit par l'adoption d'une conduite allant manifestement à l'encontre des normes de la morale socialiste. »

Noms : Vianco Vargas Martín, Django Vargas Martín, Alexeis Vargas Martín, Iván Fernández Depestre et Emilio Planas Robert
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 201/13, AMR 25/001/2015, 9 janvier 2015